



Que faire quand les incidences d'un projet sont contestés ?

Trouver des solutions à travers le suivi participatif et le travail conjoint d'enquête avec les entreprises, les communautés, les organisations de la société civile et le gouvernement

*Session parallèle au Forum régional africain sur les entreprises et les droits de l'homme
avec un service d'interprétation simultanée français-anglais*

le 16 septembre 2014, 9h30 à 13h00

Centre de Conférences des Nations Unies à Addis-Abeba, Ethiopie

Organisé par le Conseiller-médiateur pour l'application des directives (CAO) de la Banque Mondiale et par Global Rights, avec l'appui du Pacte Mondial des Nations unies

Aperçu général

Des conflits se produisent souvent quand les communautés affectées, les organisations de la société civile (CSOs), les entreprises et les gouvernements ont des points de vue différents sur l'étendue et la cause des incidences des projets et sur la manière de les remédier. La dissymétrie de l'information et des ressources entre les différentes parties prenantes peut rapidement conduire à des tensions et une perte de confiance croissante, particulièrement quand les communautés pensent qu'elles n'ont pas été consultées de façon adéquate. Le suivi participatif et le travail conjoint d'enquête sont des approches qui peuvent aider à résoudre de tels conflits et permettre aux parties prenantes de clarifier des problèmes spécifiques. Ces activités peuvent comprendre la vérification indépendante ou la réconciliation de données scientifiques du projet (par exemple sur la qualité de l'eau, les émissions aériennes ou la santé de la communauté) pour aider à construire la confiance entre les parties. Ceci pourra alors constituer une ligne de base crédible qui permettra aux parties d'aller au-delà de contester les faits et s'engager plutôt à collaborer à la recherche de solutions.

Format

Il s'agit d'une formation pratique organisée par le Bureau du conseiller-médiateur pour l'application des directives (CAO) de la Banque Mondiale – qui est le mécanisme indépendant de recours de l'IFC et MIGA – et par Global Rights – qui est le coordonnateur pour la Coalition africaine pour la redevabilité des entreprises (ACCA) en réponse aux intérêts de ses membres. Les participants seront initiés à des scénarios fictifs développés à partir d'études de cas réelles et travailleront en petits groupes, chacun avec un rôle de partie prenante attribué au hasard. Un spécialiste en résolution de conflits du CAO guidera les participants à travers les étapes de conception d'un processus basé sur le suivi participatif et le travail conjoint d'enquête, y compris les besoins de formation, les problèmes de financement, les facteurs de succès, les défis, la mise en œuvre et le suivi continu.



Cette session est ouverte à tous les participants du Forum Régional africain sur les entreprises et les droits de l'homme et sera guidée par les principes de respect, d'égalité, de collaboration et d'ouverture. Les participants sont priés de rester pour la durée de la session, car le format n'est pas adapté à ceux qui souhaitent venir en mi-parcours.

Registration

Nous encourageons ceux qui comptent participer à cette session de nous faire savoir en avance qui vous êtes. Veuillez remplir un questionnaire court d'enregistrement à cet effet ici : <http://the-acca.org/2014/08/26/side-event/>.

Contacts

World Bank Group Compliance Advisor Ombudsman (CAO)

Emily Horgan, ehorgan@ifc.org

Global Rights: Partners for Justice

Lien De Brouckere, liend@globalrights.org

United Nations Global Compact

Michelle Lau, lau@unglobalcompact.org & Shubha Chandra, Chandra@unglobalcompact.org